

**Groupe de Recherche sur la Consommation Durable  
(GRECOD 2)**

**Consommation durable et justice sociale : Analyse du rôle des inégalités dans les pratiques de  
consommation durable et leurs changements.**

**RAPPORT DE SYNTHÈSE**

**Septembre 2016**

Contexte

Le projet s'intègre dans un cadre général marqué par la prise en compte des limites biophysiques de la croissance de la consommation. Ces limites sont relatives à la disponibilité des ressources environnementales en général, ainsi qu'aux pressions affectant les fonctionnalités présentes au sein des écosystèmes environnementaux dans les différents compartiments de la biosphère. L'impact des actions anthropiques sur l'environnement s'est accompagné des dépassements de seuils ou "tipping points" associées à différents systèmes à l'échelle de la planète : c'est le cas pour le changement climatique, le cycle de l'azote ou encore pour l'érosion de la biodiversité (Rockström et al. 2009 ; Barnosky et al., 2012). Ces dysfonctionnements de grande ampleur au sein des systèmes environnementaux conjugués à une situation démographique non stabilisée conduisent notamment à s'interroger sur la viabilité de nos modes de consommation (Jackson, 2006).

Dans le cadre des travaux de la Commission Brundtland (1987), le concept de consommation durable avait été défini comme « *l'utilisation de services et de produits qui répondent à des besoins essentiels et contribuent à améliorer la qualité de la vie tout en réduisant au minimum les quantités de ressources naturelles et de matières toxiques utilisées, ainsi que les quantités de déchets et de polluants tout au long du cycle de vie du service ou du produit, de sorte que les besoins des générations futures puissent être satisfaits* ».

Partant de cette définition générique, notre groupe de travail GRECOD a conduit une première recherche financée par l'ADEME dans le cadre du programme Déchets et Société tendant à établir une typologie des comportements de consommation à travers deux types de biens : un bien de consommation courante et un bien durable. Ce travail s'est appuyé sur une enquête auprès de plus de 3000 ménages afin de caractériser les différents profils de consommation durable en termes de critères d'achat, de préférences et de modes de consommation. Ces profils, établis dans un premier temps en différenciant les pratiques (tri des déchets, énergie, transport et achat de bien alimentaire), puis en les agrégeant. Nos résultats soulignent l'importance des variables traditionnelles pour déterminer le profil plus ou moins « vert » de la consommation durable, telles que l'âge, la CSP, le niveau d'éducation, la région et le genre.

L'analyse des déterminants conventionnels mérite cependant un examen plus approfondi qui justifie une extension de nos recherches. En effet, il ressort de nos modèles économétriques que la localisation géographique (territoire, taille d'agglomération), le statut par rapport au logement, l'appartenance à une classe d'âge relativement élevée ou à des classes de hauts revenus tendent à avoir une influence positive sur l'adoption de comportement de consommation durable sans pouvoir toujours se prononcer sur le sens de la causalité. Sur ce point, on peut s'interroger sur le rôle des politiques publiques territoriales de développement durable (tri, agenda 21, offre de transports, économie d'énergie,...) à l'égard des comportements individuels. Il s'agit ici d'étudier si ces politiques peuvent exercer une influence sur les pratiques individuelles ou si, au contraire, les individus dans

ces régions ont des comportements qui sont déconnectés des politiques menées sur le territoire. Nous proposons d'investiguer l'éventuelle existence d'une coévolution des politiques publiques et des actions individuelles.

De même, la consommation durable peut être analysée sous deux angles : l'un quantitatif qui questionne la quantité d'éléments à consommer pour satisfaire les besoins essentiels (niveau de consommation), l'autre qualitatif qui met en perspective la manière dont les individus/sociétés réalisent leurs actes de consommation (pratiques ou type de consommation) (Ropke, 2008). Tout en considérant que les services et biens produits ont des caractéristiques différentes et que, généralement, le bien-être s'appuie sur la consommation d'une combinaison de quantités et de qualité de ces biens et services, la consommation durable peut se traduire par une réduction de la quantité consommée et/ou un changement de la manière de consommer ("mieux"), pour un niveau inchangé du bien-être des individus (Arrow et al, 2004 ; Witt, 2011 ; Jackson, 2005).

### Problématique

Dans ce rapport, notre approche consiste donc à caractériser les comportements de consommation durable sous l'angle des inégalités en intégrant à notre base de données déjà constituée un ensemble d'indicateurs reflétant les multiples dimensions du concept d'inégalité (sociales, culturelles, environnementales, économiques,...) afin d'élaborer de nouveaux modèles d'évaluation du poids des inégalités dans les comportements de consommation durable. Nous privilégions l'approche qualitative de la consommation durable mais nous mettons également en œuvre une approche quantitative à partir de l'étude des volumes de consommation et des modifications de pratiques se traduisant par une réduction de certains produits. Une attention particulière est ainsi accordée à l'analyse des changements dans les pratiques de consommation. De nombreux travaux révèlent combien les facteurs environnementaux mais aussi culturels - valeurs, croyances,...- et sociaux peuvent être structurants dans les comportements de consommation (Witt, 2011 ; Seyfang et Paavola, 2007 ; Warde, 2005). La consommation durable ici sera envisagée comme la résultante de changements de modes de consommation en lien avec la dimension sociale de l'acte de consommation. Cela suppose d'analyser le pouvoir de décision des individus et leur positionnement face à l'environnement qui les entoure afin d'appréhender les relations de proximité et leur influence sur leurs choix de consommation. Aussi, nous étudions l'influence des inégalités sur la perception du pouvoir individuel. Nous analysons également la place de l'enclassement social et de l'entourage dans les pratiques de consommation durable. Nous cherchons ainsi à déterminer si le fait d'être inséré dans un groupe ou dans un réseau a une influence et un effet de démonstration sur nos pratiques individuelles.

Au total, dans notre travail, les déterminants de la consommation durable sont traités selon les trois niveaux suivants :

- Inégalités et perception du pouvoir d'action au niveau individuel ;
- Inégalités et profils de consommation durable ;
- Inégalités et changements de comportement.

### Première partie : bilan de la littérature théorique et empirique

Dans une première partie, nous réalisons un bilan des travaux sur le thème inégalité et consommation. Une multitude de formes d'inégalités sont associées avec les problématiques de consommation. En premier lieu, les pratiques de consommation peuvent conduire à l'apparition de nouvelles inégalités et notamment d'inégalités que l'on nommera inégalités environnementales. En effet, les produits consommés incorporent des polluants, par la nourriture mais aussi en dégradant l'air intérieur, et ces polluants sont présents de manière différenciée dans les produits consommés

par différentes populations. En second lieu, ces inégalités sont sources de dégradations environnementales par la consommation par la génération de pollutions et/ou le sur-prélèvement de ressources (Pastor et al., 2015). L'objectif de ce bilan théorique et empirique est donc de présenter deux aspects qui ont été particulièrement étudiés dans le cadre de MOVIDA :

- A quoi correspondent ces nouvelles inégalités nommées « inégalités environnementales », et sont-elles injustes ?
- Comment les inégalités, et en particulier les inégalités économiques, influencent la dégradation de l'environnement par la consommation ?

Il apparaît que les inégalités, et plus globalement la sphère sociale du développement durable, et la sphère environnementale du développement durable sont intrinsèquement liées. Les pratiques de consommation sont également un vecteur fort dans la modification potentielle de ce lien. En effet, l'existence d'un lien entre social et environnement risque d'engendrer un cercle vicieux, les dégradations environnementales entraînant plus d'inégalités et ces inégalités conduisant ensuite à l'apparition de nouvelles dégradations environnementales. C'est pour cette raison que les politiques publiques futures ne peuvent être que socio-environnementales et devront intégrer une modification et un accompagnement des modifications des pratiques de consommation des ménages afin d'éviter le cercle vicieux du renforcement mutuel des crises sociales et écologiques.

Ce bilan de la littérature nous a également permis de faire ressortir la fragilité de certains résultats au niveau statistique et la nécessité de recourir à des données et méthodes plus appropriées pour confirmer certains résultats.

## Seconde partie : méthode et résultats

Dans une seconde partie, après avoir exposé les méthodes statistiques et économétriques utilisées, nous présentons nos principaux résultats concernant l'influence des inégalités sur les comportements de consommation durable, la perception du pouvoir individuel et les changements de comportement.

### *Utilisation d'une enquête réalisée auprès de plus de 3000 ménages représentatifs*

Afin d'analyser les liens entre consommation durable et justice sociale, nous utilisons les résultats d'une enquête de grande ampleur effectuée dans le cadre d'un contrat de recherche avec l'ADEME en 2011-2013. Cette enquête réalisée auprès de 3 000 ménages représentatifs en France porte sur les comportements de pratique de lavage, de tri, d'énergie, de mode de transport et d'achat de bien alimentaire et nous a permis de constituer nos groupes d'individus en fonction de leurs comportements de consommation.

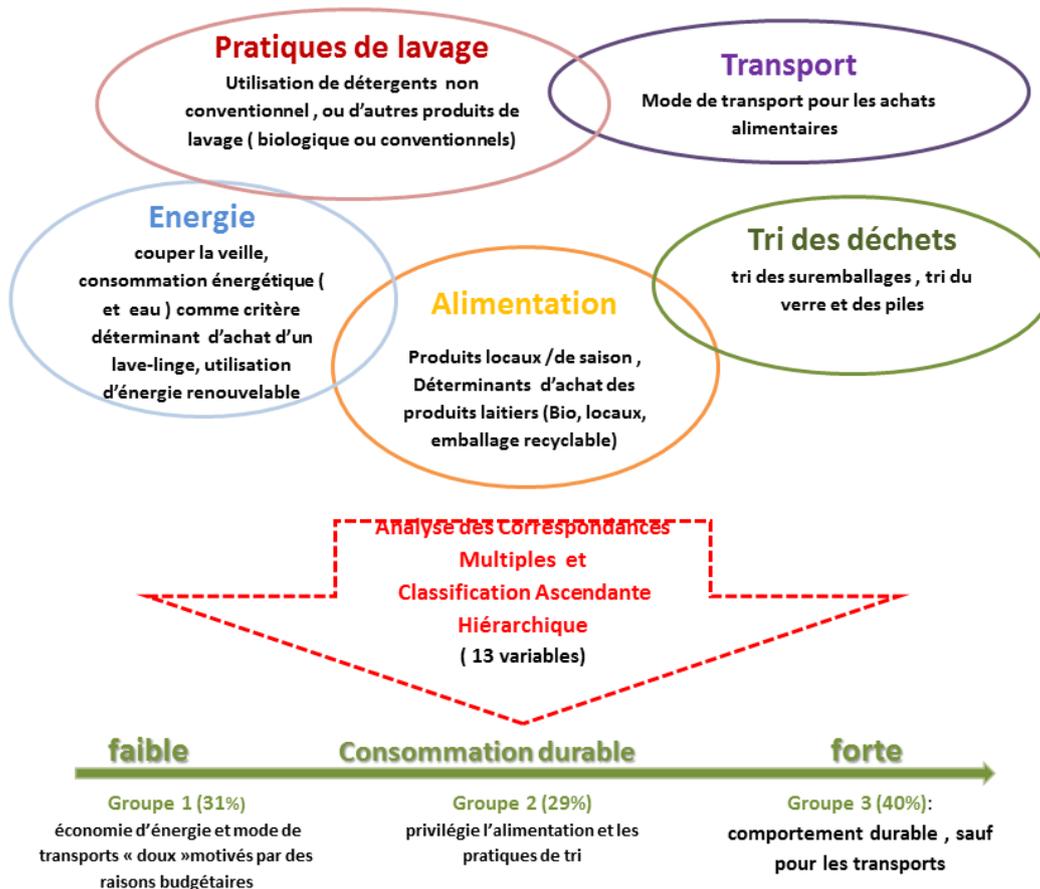
### *Utilisation des méthodes d'analyses factorielles et classification*

A partir des réponses obtenues, nous avons qualifié différents profils de consommation plus ou moins «verts» en constituant des groupes de consommateurs avec des méthodes d'analyse des données dites multidimensionnelles (analyse factorielle et classification). Disposant majoritairement de variables qualitatives, nous avons utilisé l'analyse des correspondances multiples (ACM) comme méthode d'analyse factorielle. Nous avons ainsi réalisé, pour les individus, une typologie qui s'appuie sur une notion de ressemblance telle que deux individus sont d'autant plus proches qu'ils possèdent un grand nombre de réponses communes (modalités en commun) et inversement. L'analyse des variables a été réalisée au travers de classes sur le même principe. Deux classes se ressembleront d'autant plus que leurs profils de répartition sur l'ensemble des modalités sont proches. Enfin l'analyse des axes factoriels nous a permis de résumer l'ensemble des variables

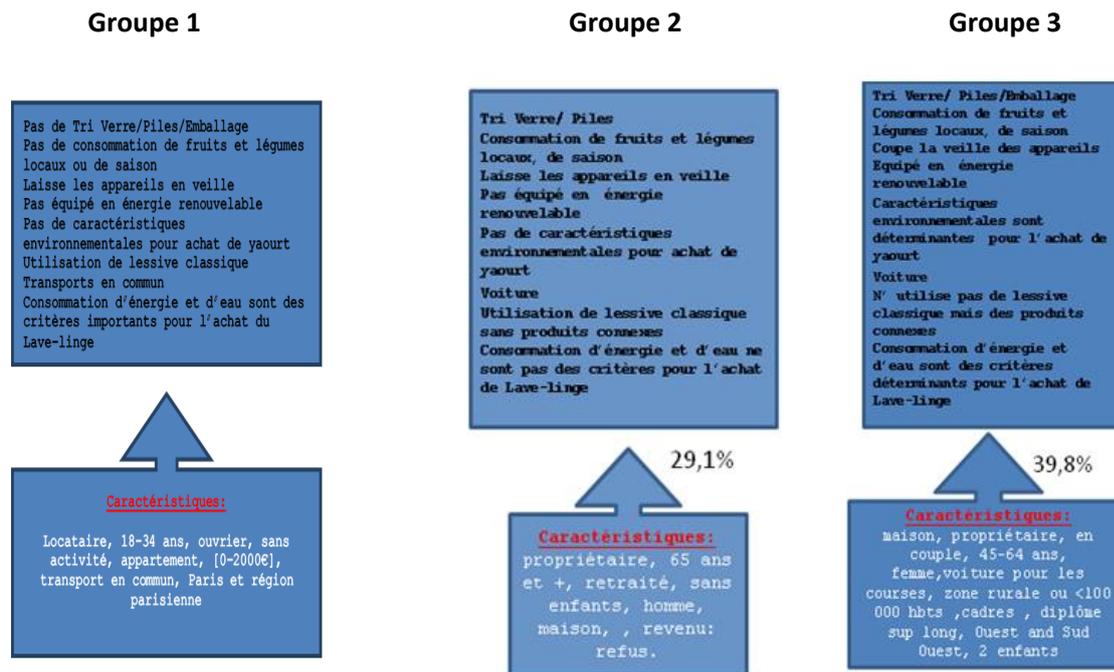
qualitatives par un petit nombre de variables numériques (ex tri des piles, tri du verre, ... résumé par "comportement environnemental").

### Construction des groupes de consommateurs

Ce travail, nous a permis d'identifier trois groupes d'individus en fonction de leurs comportements de consommation.



Le groupe 1 n'a pas de pratiques habituelles durables ou « vertes » à l'exception de l'attention portée à la consommation d'énergie et d'eau pour l'achat du lave-linge ou de l'utilisation des transports en commun mais qui semblent plus motivées par des raisons économiques. Ce groupe n'a pas de pratique spécifique concernant les déchets, ni même de pratiques concernant les achats alimentaires de fruits et légumes de saison. On trouve dans ce groupe des jeunes individus, locataires, vivant la plupart du temps à Paris ou dans les environs et ayant plutôt des revenus assez bas.



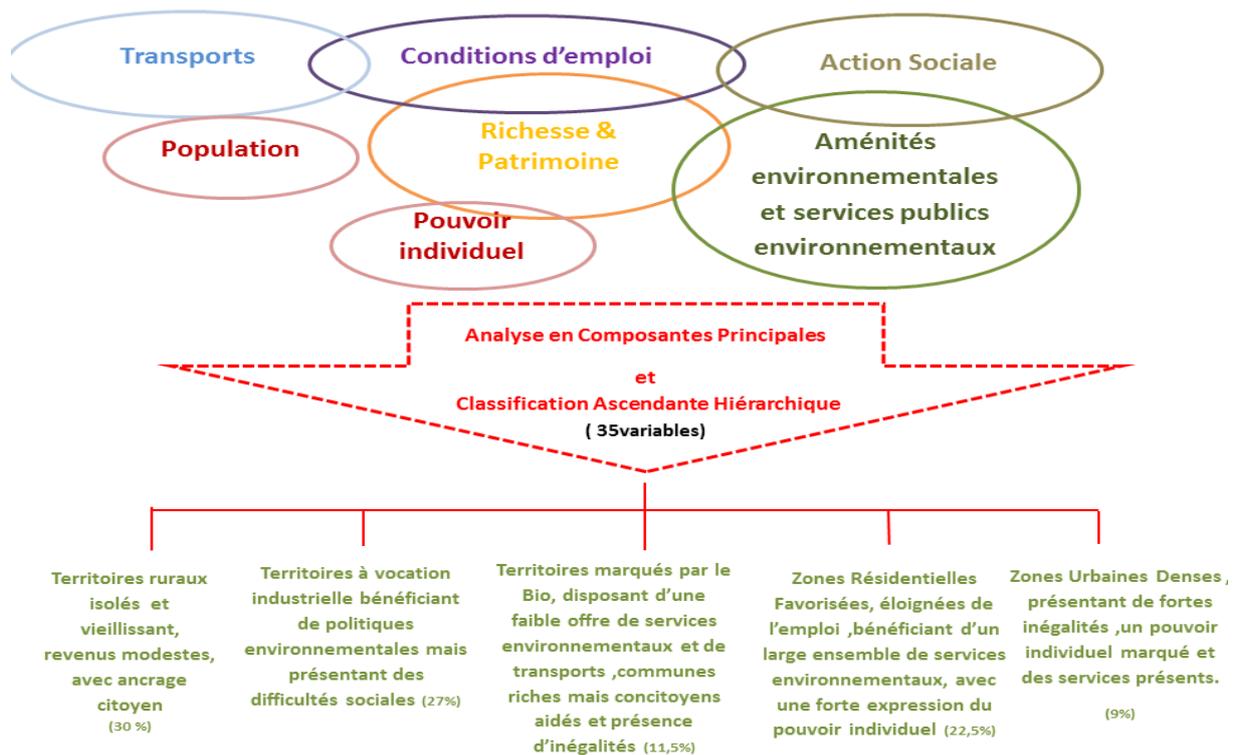
Le groupe 2 inclut des pratiques relativement «routinisées » concernant le tri et les achats de fruits et légumes de saison. Dans ce groupe, nous trouvons une majorité d'individus propriétaires vivant dans une maison individuelle. Ces individus sont relativement âgés ou à la retraite

Le groupe 3 est le groupe de référence concernant les pratiques « vertes » ou durables. Nous trouvons ici toutes les bonnes pratiques en ce qui concerne le tri, le recyclage, ainsi que l'équipement en énergie renouvelable. Ces individus vraiment concernés par la consommation durable, utilisent néanmoins leur voiture comme moyen de transport. On trouve en majorité des couples de 46 à 64 ans, qui vivent dans une maison individuelle. Ils ont un niveau d'éducation relativement élevé et exercent pour beaucoup une profession libérale. Ils vivent la plupart du temps dans une zone rurale.

#### *Construction d'indicateurs d'inégalités à l'échelle territoriale*

Nous avons voulu pour la construction d'indicateurs synthétiques mobiliser un nombre important de variables, initialement entre 30 et 50 variables pour une dizaine de dimensions, pour avoir une approche multidimensionnelle des inégalités territoriales. Dès lors le choix d'une méthode d'analyse des données permettant le traitement d'un grand nombre de variables et d'observations (ici plus de 2150 observations spatialisées) s'est posé et en collaboration avec des collègues statisticiens nous avons testé la méthode ClustOfVar qui était en phase de développement. L'examen des premiers résultats s'avérant peu probant il a été décidé de recourir à des méthodes classiques de classification de données (analyse en composantes principales et classification hiérarchique ascendante).

Le recours aux méthodes classiques d'analyses de données multidimensionnelles, dont la démarche est synthétisée par le graphique ci-après, fait apparaître une typologie en 5 territoires.



#### Description des 5 territoires :

- Territoires ruraux isolés et vieillissant, caractérisé par des revenus modestes, avec ancrage citoyen. Au sein de ces territoires on produit plus de déchets ménagers que la moyenne des autres territoires mais l'offre de service en terme de tri et de valorisation des déchets est également surreprésentée en leur sein de ces territoires. L'offre de transport public y est faible et la part des habitants concernés par un agenda 21 est également plus faible que la moyenne nationale. Ce déficit d'offre de services environnementaux est compensé par une vie associative plus riche, avec une surreprésentation des associations orientées protection du patrimoine naturel. Ces territoires représentent près de 30 % de notre échantillon.
- Territoires à vocation industrielle bénéficiant de politiques environnementales mais présentant des difficultés sociales. Ces territoires concentrent un nombre élevé d'installations classées et sont dominés par l'emploi industriel. On constate une forte concentration d'emploi qui voisine avec un taux de chômage élevé. En termes de revenus et de patrimoine, ces territoires présentent assez peu d'inégalités mais le niveau de revenu et le nombre de propriétaires sont plutôt faibles. La population est active est plutôt peu diplômée Le temps d'accès aux services est un peu plus élevé que la moyenne, l'utilisation du véhicule individuel pour les trajets domicile travail domine. A l'exception des transports en commun, l'offre de services publics environnementaux est plus importante que la moyenne. La participation à la vie collective est également peu développée avec un fort taux d'abstention et un nombre moins important d'associations. Ces territoires représentent 27% de notre échantillon.
- Territoires marqués par le Bio, disposant d'une faible offre de services environnementaux. Si les communes constituant ces territoires sont plutôt mieux dotées que la moyenne en terme de patrimoine et affichent un faible temps d'accès aux services, elles abritent plus de bénéficiaires d'aides sociales et plus de retraités que la moyenne et affichent plus d'inégalités de revenu. Cette sous dotation en services environnementaux explique

notamment une utilisation de la voiture plus importante et des temps de transports assez élevés. Ces territoires peu urbanisés et peu denses, sont propices à l'expression citoyenne (une abstention plus faible, un maillage associatif développé et une orientation environnementale marquée). Ces territoires représentent 11,5% de notre échantillon.

- Zones Résidentielles Favorisées, éloignées de l'emploi, bénéficiant d'un large ensemble de services environnementaux, avec une forte expression du pouvoir individuel (22,5%). On retrouve au sein de ces territoires des communes riches avec un nombre de foyers imposables et de propriétaires beaucoup plus important que la moyenne, qui concentrent assez peu d'emploi local et affichent un temps de navette domicile travail assez important. L'espace est assez peu dense et bénéficie d'espaces verts. Ces communes abritent plutôt des actifs dont l'expression du pouvoir individuel se traduit par une forte concentration de diplômés qui votent. Ces zones représentent 22,5 % de notre échantillon.
- Zones Urbaines Denses, présentant de fortes inégalités, un pouvoir individuel marqué (à l'exception du taux de participation et du nombre d'associations à vocation environnementale) aux élections et des services environnementaux développés. Si ces zones concentrent de fortes inégalités en termes de revenu, les aménités environnementales sont présentes et développées. On note une surreprésentation de l'utilisation des transports en commun et une sous-utilisation des véhicules individuels, ces territoires qui représentent un peu moins de 10% de notre échantillon sont spécifiques aux agglomérations de la petite couronne parisienne et de Paris

En 2014, l'INSEE a conduit une étude sur la qualité de vie dans les territoires français en retenant 31 indicateurs recouvrant 14 dimensions. L'échelle de ces indicateurs est communale, mais le périmètre territorial issu de la classification est à celui des territoires de vie. Notre typologie et de celle de l'INSEE présente de nombreuses similitudes sur les gradients urbanisation/densité et revenus/conditions d'emploi, en revanche les dimensions pouvoir individuel/vie citoyenne ainsi que celles des aménités et services sont moins discriminantes dans la typologie territoire de vie.

#### *Influence des inégalités socio environnementales et territoriales*

Afin d'étudier l'influence des inégalités socio environnementales et leur répartition spatiale sur l'adoption de pratiques de consommation durable, l'inégalité pouvant s'apprécier ici comme un accès différencié aux ressources (naturelles, culturelles, économiques et sociales) offertes par le territoire, le degré de présence de ces inégalités sur un territoire donné peut ainsi s'interpréter comme un obstacle structurel restreignant les capacités et la volonté des agents d'adoption de pratiques soutenables, nous avons développé le modèle de type Logit ordonné.

Nos résultats confirment le rôle des variables socioéconomiques usuelles (sexe, diplôme, âge, etc...), utilisées dans ce modèles comme variables de contrôle, dans la probabilité d'adoption de pratiques de consommation durable. Ainsi, à l'instar des résultats classiques en la matière (Diamantopoulos et al., 2003; Brécard et al., 2009), les hommes présentent environ 17% de chance de moins que les femmes d'adopter un ensemble de pratiques durables, de même appartenir aux classes d'âge les plus jeunes, comparées à celle des plus de 64 ans, réduit les chances d'adoption à hauteur de 50 à 60%. Le type de logement occupé ainsi que le statut d'occupation peuvent également avoir un effet non négligeable sur les comportements de consommation. Ainsi être locataire, habiter un appartement, réduisent les chances d'appartenir au groupe d'individus qui affichent le plus de pratiques durables, ce qui peut notamment s'expliquer par le fait que, au sein de ces pratiques le volet économie d'énergie se résume essentiellement par la possession d'équipements utilisant ou produisant des énergies renouvelables, or il est difficile pour un individu locataire ou résidant en habitat collectif de pouvoir choisir librement ce type d'équipement.

On constate également que plus le niveau d'éducation est élevé, notre classe référence est celle des détenteurs de diplômes correspondant au moins à une licence 3, plus les chances d'adopter des pratiques durables sont élevées. Par rapport à la catégorie des retraités on constate que les ouvriers mais également les inactifs ont une probabilité moindre d'adopter un comportement durable, ce qui tendrait à invalider l'intuition initiale selon laquelle avoir un rapport au temps moins contraint (à priori cas des retraités et des inactifs) favoriserait l'adoption de comportement durable.

Si on s'intéresse à l'influence des variables de territoire reflétant un ensemble d'inégalités, on constate en premier lieu que l'appartenance à un territoire non "rural" réduit la probabilité d'avoir un comportement de consommation durable, ainsi le type de territoire qui exerce l'effet le plus défavorable est le "territoire urbain dense" dans lequel on retrouve de fortes inégalités de revenu. Si l'on reprend la typologie des territoires on constate que, par rapport au territoire de référence du modèle, les territoires disposant d'une offre de services publics environnementaux plus ou moins complète (sur les trois composantes de l'offre, à savoir les déchets ménagers, les transports publics, la couverture par un agenda 21) ne semblent pas avoir d'incidence sur les comportements de consommation durable.

S'il est difficile lorsque l'on teste des indicateurs d'isoler les effets d'une composantes, il semble que concernant les territoires, le gradient d'urbanité joue un rôle important pour l'adoption de comportement durables au sein de l'échantillon que nous avons étudié.

Au final, nos résultats confirment l'effet important des variables socio-économiques (sexe, diplôme, âge, CSP, revenu) sur les pratiques de consommation durable. Il apparaît également que le lieu d'habitation joue un rôle et que résider dans un territoire très urbain réduit la probabilité d'adopter un comportement de consommation durable. En revanche, l'offre de services publics (ou son absence) ne semble pas avoir d'incidence sur les comportements de consommation.

#### *Décroissance et consommation durable : des relations ambivalentes*

Le point de départ ici est l'idée que la décroissance peut se traduire par une réduction de la consommation des plus riches. Les pays industrialisés consomment trop : leurs niveaux de surconsommation sont tels qu'ils contribuent aux changements climatiques : leur consommation n'est pas soutenable socialement (Kenner, 2015). Cette idée invite à reconsidérer la redistribution à l'échelle globale, entre pays du Nord et pays du Sud afin que ces derniers puissent poursuivre une certaine croissance économique (Kerschner, 2010). Cette perspective implique des changements dans les pratiques de consommation pour se maintenir à l'intérieur des limites planétaires et pour permettre aux pays en développement de se développer. Le ralentissement de la croissance voire son déclin n'est pas incompatible avec la réduction des inégalités (Jackson et al, 2015). Pour les ménages la décroissance peut sembler néanmoins une utopie difficile à mettre en œuvre, voire un discours à rejeter qui fait peur et peut même signifier le déclasserement social (Buch-Hanssen, 2014). Les ménages sont, par ailleurs pris entre de nombreuses injonctions contradictoires et peuvent mettre en place certaines pratiques de réduction de la consommation tout en aspirant à faire plus sans y parvenir. Les psychologues connaissent bien ce phénomène qu'ils nomment le 'Motivational gap' c'est-à-dire l'écart entre les intentions et les actes (Csutura, 2012).

À travers les outils de régulation possible mis en place par le législateur, on voit bien deux types de consommation durable, ainsi que le résumait Fuchs et Lorek (2005) : une version faible et une version forte. La version faible de la consommation durable permet ainsi de consommer mieux en incluant un certain nombre de pratiques (tri des déchets, par exemple), de motivations individuelles et de valeurs dans la consommation finale des ménages. Ceci n'exclut pas un ensemble de contradictions inhérentes aux choix et modes de vie des ménages. En effet, dans cette version faible, les modes de consommation ne sont pas fondamentalement remis en cause si bien que l'on peut avoir des consommateurs ayant des pratiques de consommation durable tout en utilisant, par

exemple, des modes de transports privés. Si ces incohérences subsistent, elles demeurent néanmoins un premier pas avant de réaliser une refonte de modes de consommation usuels. La consommation durable, version forte, implique un changement plus radical visant à réduire la consommation finale. Les consommateurs intègrent des changements importants notamment avec l'usage de transports collectifs et le recours à de nouvelles formes de services (type location au lieu d'achat). Cette version forte implique de considérer sur le long terme la pratique d'achat et de l'envisager dans sa globalité pour aller au-delà de l'acte de consommation et résoudre certaines formes de contradiction. Dans la version forte, la révision du modèle de consommation globale est réelle.

L'approche de Lorek et Fuchs (2005, 2012, 2013) permet de créer une frontière entre version forte de la consommation durable et version faible. Cette dichotomie est à nuancer et à affiner pour obtenir une palette de comportements possibles et observer des tendances qui peuvent aller ou pas vers la consommation durable soit dans les pratiques observées soit dans les aspirations (notamment, à travers les déclarations ou intentions des ménages). Ici la mesure globale du comportement de réduction ne peut être faite à partir d'une seule question. Notre enquête comprend des questions qui permettent d'identifier des changements dans les pratiques de consommation, se traduisant par une réduction quantitative des ressources consommées directement ou nécessaires pour la réalisation de l'acte de consommation. D'autres questions touchent les aspirations des ménages pour protéger l'environnement et aller vers de potentielles nouvelles formes de consommation. Nous avons donc calculé des variables scores à partir des réponses à notre questionnaire et mis en relation ces variables de scores avec une série de variables socio-économiques qui pourraient expliquer ces mêmes scores. Ce travail nous permet de nous prononcer sur le rôle des déterminants socio-économiques dans la probabilité d'obtenir le score le plus élevé, à savoir adopter un ensemble de pratique de réduction et/ou affirmer que la protection de l'environnement passe par une réduction des pratiques de consommation.

Il apparaît que les hommes sont beaucoup moins enclins que les femmes à mettre en œuvre des routines de réduction de leur consommation, mais rappelons ici que la seule pratique étudiée est liée à l'usage du lave-linge et qu'il existe une inégale répartition du temps consacré aux tâches domestiques entre hommes et femmes ce qui peut expliquer ce résultat. La variable revenu n'est pas suffisamment significative pour qu'on puisse l'interpréter de façon robuste. L'étude des coefficients de la variable éducation nous montre que plus le diplôme possédé est élevé, plus les chances d'adopter des pratiques de réduction sont fortes, à l'inverse être titulaire d'un diplôme élevé inciterait les individus à penser que la protection de l'environnement serait plus efficace en adoptant des pratiques plus qualitatives que « réductionnistes ». Concernant l'âge, les coefficients des classes d'âge entre 34 et 64 ans sont fortement significatifs et positifs, donc appartenir à ces classes joue favorablement à l'obtention d'un score élevé pour les pratiques. En effet, c'est à cette période de la vie que le nombre de personnes au sein d'un foyer est souvent le plus élevé, augmentant de fait la fréquence d'utilisation du lave-linge et incitant ainsi les agents à s'interroger davantage sur une éventuelle réduction de cette pratique. S'agissant des déclarations pour protéger l'environnement et aller vers une possible consommation durable (forte ou faible), les approches qualitatives (à savoir privilégier les labels ou la consommation locale) sont privilégiées par les classes d'âge 35-44 ans mais également par les plus de 65 ans. Enfin, la taille de l'agglomération de résidence joue pour les individus de l'unité urbaine de Paris négativement pour l'adoption de pratique de réduction et positivement pour les stratégie de réduction à mettre en œuvre pour protéger l'environnement ce qui pourrait signifier que la vie en zone urbaine dense renvoie aux agents une image de surconsommation qu'il convient de réduire en adoptant des pratiques plus frugales.

Ces résultats tendent à mettre en lumière une dichotomie certaine entre les pratiques usuelles déclarées et des éléments de réflexions sur la construction de stratégie ou d'attitudes vis-à-vis d'un problème plus global, comme celui de la protection de l'environnement. L'intégration de plus de pratiques relevant de différents aspects de la consommation au niveau qualitatif et quantitatif

permettrait de mieux cerner les raisons de cette dichotomie. Nos résultats montrent qu'il n'existe pas toujours de correspondance entre les pratiques réelles des ménages dans le domaine de la réduction de la consommation et leurs aspirations et vision de cette dernière. **En effet, certaines pratiques de réduction sont mises en œuvre par les ménages diplômés alors que leurs visions sur la consommation durable ne semble pas aller dans ce sens. On obtient ce même type de résultat pour les urbains qui aspirent à aller vers une réduction des déchets mais qui dans la pratique ont plus de mal à mettre en œuvre cette aspiration.** Ce décalage entre aspirations à aller vers une autre forme de protection de l'environnement et de consommation et de pratiques de réduction fut illustré par les psychologues par le fameux « *motivational gap* », c'est-à-dire l'écart entre nos intentions initiales et nos pratiques finales (Lazaric et Oltra, 2013). Par ailleurs, on peut constater aussi que les ménages peuvent aussi se sentir plus à l'aise avec des mesures incrémentales proches de la consommation durable version faible et que les approches de consommation durable version forte peuvent rebuter ceux qui assimilent réduction de la consommation avec une forme de régression sociale.

En fait, deux modèles de consommation s'opposent et traduisent une forme d'instabilité comportementale chez le consommateur entre le caractère durable ou décroissant de sa consommation : dans le premier cas, il peut finalement ne pas quitter le modèle consumériste, et s'en accommoder ; dans le second, il passe par une remise en question de ses besoins fondamentaux pour s'orienter vers le modèle de frugalité.

Même s'il faut aussi souligner que les aspirations et les intentions peuvent pour certains ménages, notamment les urbains, refléter des formes d'utopie et se traduire par la difficulté à se concrétiser dans les actes avec de réelles pratiques de réduction (Buch-Hansen, 2014), on peut cependant noter que depuis quelques années, des initiatives de « *downshifting* » se développent en Europe - en Allemagne, en Italie ou encore aux Pays-Bas (Swaak, 2012 ; Schreurs, 2010 ; Jackson, 2010). Ces initiatives traduisent généralement des changements radicaux dans les comportements des consommateurs qui souhaitent vivre avec moins de ressources et renoncer ainsi à des consommations accessibles avec les niveaux de revenu disponibles. Plus précisément, Schreurs (2010) définit ainsi les "*downshiffters*": « *people who are living with less money than they did before* ». Il s'agit de consommateurs qui s'inscrivent dans une forme de simplicité volontaire et pour lesquels la principale motivation réside dans la nécessité de limiter leur impact environnemental. Leur but n'est donc pas seulement de vivre avec moins et donc de minimiser leur niveau de consommation, mais aussi de changer d'orientation – de la quantité vers la qualité – pour vivre en accordant plus de temps et d'énergie à la réalisation d'aspirations non matérielles. Ici, la volonté de préserver l'environnement conduit à la décision de réduire la consommation et de rechercher une qualité de vie avec moins de moyens, moins de ressources. Le choix de la simplicité volontaire s'articule avec une logique d'autolimitation qui est indépendante de la contrainte de ressources puisque celle-ci est renversée. Le changement dans les modes de consommation ne résulte pas de la contrainte budgétaire des individus mais de leurs aspirations à quitter le monde d'abondance car ce dernier n'est pas compatible avec le respect des limites planétaires. C'est donc une consommation qui intègre explicitement une limite environnementale « à la Lorek » mais qui va plus loin en autorisant la possibilité de répartir plus équitablement les ressources environnementales du fait du renoncement à consommer des biens potentiellement accessibles. Il y a là également une opportunité à considérer l'intérêt de la mise en œuvre d'une justice globale sur un temps long qui contient les générations futures.

#### *Perception de Pouvoir Individuel et inégalités*

Si on définit, à l'instar de French et Raven, (1959) ou de Fiske et Depret (1996), le pouvoir comme la capacité à influencer son environnement et contrôler ses actions et celles de son entourage, alors les individus détenteurs de pouvoir s'affranchissent plus facilement des contraintes, réduisent les obstacles pour aboutir à leurs fins et diversifient leurs stratégies pour la réalisation des objectifs qu'ils se fixent. De récents travaux de psychologie sociale (Boksem et al, 2011) suggèrent que le

statut social influence la manière dont les individus évaluent leurs performances : ainsi alors que les individus à statut social élevé ont plutôt tendance à valoriser les conséquences de leurs actions, les individus à statut social bas sont plus enclins à considérer ces conséquences comme potentiellement négatives.

Nous avons voulu ici tester l'influence des déterminants traditionnels de la position sociale (et par extension du pouvoir réel ou perçu) à savoir le revenu et le niveau d'éducation sur la capacité d'action des individus à protéger l'environnement à partir d'une question de notre enquête : « D'une manière générale, pensez-vous que vous pouvez individuellement contribuer à la protection de l'environnement ? »

Cette question a permis la construction d'une variable ordinale permettant d'approximer le pouvoir individuel des agents. Nous utilisons cette variable comme variable dépendante d'un modèle Logit ordonné, et les variables Revenu et Education comme variables explicatives.

On constate que si le revenu ne semble pas avoir d'incidence sur la perception individuelle à préserver l'environnement, le niveau d'éducation présente une influence certaine. Plus précisément, nos résultats montrent que les diplômés de l'enseignement supérieur (titulaires à minima d'une licence) sont, comparativement aux non diplômés et toutes choses égales par ailleurs, plus enclins à penser qu'ils peuvent contribuer individuellement à la préservation de l'environnement.

Ainsi bénéficier d'un niveau d'éducation supérieur va certainement faciliter la mise en œuvre de stratégies individuelles pour réduire l'impact environnemental des pratiques de consommation

### *Effets Entourage et Bandwagon*

A partir de nos groupes d'individus, nous avons également testé une série d'hypothèses issues de plusieurs revues de la littérature sur les déterminants de la consommation durable, notamment l'effet de l'entourage et l'effet Bandwagon.

Première hypothèse : Avoir un "voisinage vert" favorise à un certain degré la consommation soutenable, l'imitation ainsi que la comparaison avec les pairs dépend largement de l'importance et de la visibilité du bien consommé plus spécifiquement dans les dépenses liées à l'énergie (Welsch and Kühling, 2009). Ruiz de Maya et al. (2011), montrent dans une étude menée sur 8 pays européens comment le poids des normes sociales et culturelles influencent les achats de biens alimentaires bio et mettent en évidence la relation entre taille du réseau et pression sociale.

Seconde hypothèse: L'effet Bandwagon (ou effet d'entraînement) permet la diffusion de la consommation durable. En effet la demande augmente lorsque de plus en plus d'agents consomment le même bien créant ainsi une cohésion intragroupe résultant d'un besoin normatif. (Leibenstein, 1950; Rogers, 2003)..

Nos résultats économétriques confirment l'importance des variables socioéconomiques pour la diffusion des pratiques de consommation durables. Ainsi pour la variable Global qui synthétise l'ensemble des pratiques spécifiques (déchet, alimentation, lessive, énergie), on constate que les hommes ont une probabilité faible d'adopter un ensemble de pratiques durables. L'éducation et l'âge présentent également un impact positif sur l'adoption d'un comportement global durable. Le type d'habitation permet également la promotion de pratiques durables, ainsi résider dans une maison individuelle a une influence particulièrement significative sur pour la pratique globale.

Le revenu joue un rôle négatif pour les tranches de revenus inférieurs à 2000 € mensuels confirmant que les différents aspects de la consommation durable peuvent être considérés comme un luxe pour les ménages à revenus faibles

La sensibilité environnementale semble être particulièrement significative pour la majorité des pratiques (Global,). Une sensibilité environnementale développée va inciter les individus à se documenter sur les pratiques durables et à échanger des conseils permettant d'améliorer et/ou de changer leur pratiques notamment dans le domaine des économies d'énergie (Maréchal and Lazaric, 2009; Bartiaux, 2008; Welsh and Kuhling, 2009).

Nos résultats empiriques montrent que les individus dont l'entourage adopte des pratiques durables sont plus susceptibles d'adopter des comportements similaires. L'importance de la significativité de cette variable nous a conduits à effectuer des tests de robustesse complémentaires qui confirment la stabilité et la robustesse des résultats précédents

Il est à noter que l'hypothèse d'un effet bandwagon n'est pas vérifiée au niveau global comme au niveau des pratiques individuelles, ce qui pourrait être expliqué par l'importance des externalités locales issues du voisinage vert surpassant les incitations "top-down" à l'adoption de pratiques durables.

Au final, nous avons souligné dans ce rapport dans quelle mesure la sphère sociale du développement durable, et la sphère environnementale du développement durable sont intrinsèquement liées. C'est pour cette raison que les politiques publiques futures ne peuvent être que socio-environnementales et devront intégrer, selon nous, une modification et un accompagnement des modifications des pratiques de consommation des ménages.

Sur les résultats originaux que nous avons fournis, il ressort les points suivants.

- 1) L'importance des variables socio-économiques traditionnelles (sexe, diplôme, âge, CSP, revenu) sur les pratiques de consommation durable. Il apparaît également **que le lieu d'habitation joue un rôle et que résider dans un territoire très urbain réduit la probabilité d'adopter un comportement de consommation durable**. De plus, en raison des résultats obtenus sur le rôle de l'entourage dans les pratiques de consommation, il pourrait être intéressant d'arriver à distinguer dans l'influence du territoire, **l'effet de l'environnement social (entourage)** de celui de l'offre de services publics environnementaux.
- 2) Le **territoire peut (et doit) aussi être considéré comme un réseau local d'apprentissage** où se confrontent des pratiques, s'échangent des informations et se matérialisent certaines formes d'action collectives qui ont un impact sur la population locale et servent de référence. Certaines formes d'apprentissage au niveau local se trouvent renforcées par des dynamiques sociales telles que le "voisinage vert", ce qui montre l'importance des interactions sociales en la matière.
- 3) Enfin, au niveau de la diffusion de nouveaux modèles de consommation pour aller vers des formes de frugalité (ou consommation durable version forte), on note que le territoire joue là encore un rôle clé. Ainsi, il est intéressant de souligner que les urbains notamment vivant en région parisienne sont ceux qui aspirent le plus à changer de mode de consommation toute en mettant le moins en œuvre leur aspiration initiale, ce qui entraîne un écart entre les aspirations et leurs pratiques. Cet écart entre les pratiques et les aspirations ne concernent pas que les urbains. Ainsi les consommateurs les plus pragmatiques dans ce domaine sont ceux issus de la classe d'âge (35-44 ans), et mettent en œuvre de façon réaliste un certain nombre de pratiques environnementales sans vouloir réduire cette dernière. Le même paradoxe est aussi repéré pour la catégorie de "diplôme long" qui peut être considérée comme plus pragmatique qu'utopiste en la matière.

Pour les politiques publiques, il ressort que les initiatives locales et régionales doivent être plus médiatisées et relayées pour être diffusées plus rapidement à l'ensemble des territoires. **Néanmoins l'existence du paradoxe des 'territoires urbains denses', où se rassemble à la fois de nombreuses aspirations à consommer autrement, de fortes inégalités et de faibles adoptions de pratiques environnementales, incite les pouvoirs publics à pouvoir réconcilier les aspirations de certains groupes pionniers et mieux les diffuser et médiatiser.** En effet, il ressort que la consommation durable est aussi un lieu d'apprentissage et que les pouvoirs publics doivent œuvrer à réconcilier utopie et pratiques en jouant aussi **sur les valeurs de la consommation durable forte**. Cette dernière ne doit pas être perçue par certains groupes d'urbains les moins aisés comme une forme de déclassement social et associée à une nouvelle forme de régression. **Beaucoup reste à faire dans ce domaine pour changer les valeurs et véhiculer une nouvelle forme d'attractivité de la consommation durable** toutes CSP confondues pour que cette dernière puisse impliquer un plus grand nombre et ne pas se rester cantonner à certains groupes sociaux préexistants (femme, diplôme long et famille). Si on considère que la consommation durable s'apprend, il faut alors plaider à la fois pour un renforcement des législations en vigueur mais aussi ne pas négliger le force des réseaux et encourager des initiatives locales dites « exemplaires » qui ont le plus de chances de convaincre les citoyens dans ce domaine.

### Valorisation

Afin de confronter nos résultats à ceux d'autres chercheurs ou intervenants du domaine et de valoriser notre travail de recherche, nous avons organisé deux workshop (13 et 14 octobre 2014 à l'ISEM, Université de Nice Sophia Antipolis et le 6 mai 2016 à l'Institut Veblen à Paris), nous avons participé à plusieurs conférences nationales et internationales et une série d'article est en cours de soumission pour publication dans des revues scientifiques.

- Workshop du 13 et 14 octobre, ISEM, Université de Nice Sophia Antipolis, sur la mesure des inégalités avec Cédric Rio, Adel Ben Youssef, l'équipe de GRECOD2, Anaïs Carlin.
- Workshop final INEGALITES ET CONSOMMATION DURABLE, quels enjeux pour les territoires ?, Institut Veblen, Paris, 6 mai 2016 avec les interventions de Lucas Chancel, Paris School of Economics, Iddri, Sciences Po, Paris, Alexandre Berthe, Sylvie Ferrari, GREThA, Université de Bordeaux, Nathalie Lazaric, Patricia Roques, GREDEG, Université de Nice Sophia Antipolis, GREDEG, Béatrice Hammer, EDF, R&D, Jean Belin, Sébastien Lavaud, GREThA, Université de Bordeaux, Eloi Laurent, OFCE, Sciences Po, Paris, Stanford University
- *Communication scientifique à des colloques nationaux et internationaux:*

Nathalie Lazaric et Patricia Roques « Identité et pratiques énergétiques inégalités et diversité des comportements », Institut Veblen, Workshop Movida, "Inégalités et consommation durable : quels enjeux pour les territoires ?", 06 Mai 2016, France.

Nathalie Lazaric, Jean Belin, Ali Douai, Sébastien Lavaud, Fabrice Le Guel, Vanessa Oltra "Does green neighbourhood spur sustainable consumption? Theory and evidence from consumer's behaviour in France?" Workshop Université de Jena, 18 juin 2014, Allemagne,, Conférence Invitée

Nathalie Lazaric, Jean Belin, Ali Douai, Sébastien Lavaud , Fabrice Le Guel Vanessa Oltra " Does green neighbourhood spur sustainable consumption? Theory and evidence? " Workshop Inégalités et consommation durables: modèles et mesures, ISEM, Université de Nice Sophia Antipolis, 13-14 Octobre 2014, France

Berthe A. " Inequalities in the access to water and sanitation in Brazil: what lessons for social justice?", Social justice 2014: the institutions of social justice, London School of Economics, Août 2014.

Berthe A, Lavaud S, "Moving to sustainable consumption: social brakes and accelerators. Some empirical evidences from a French survey" Well-being and equity within planetary boundaries, International Society of Ecological Economics Conference, University of Iceland, Août 2014.

Berthe A." Inequalities in the access to water and sanitation in Brazil: what lessons for social justice? ", Doctoriales Sciences sociales de l'eau, Strasbourg (ENGEES), décembre 2014.

Berthe A., Elie L., 2016. « Mechanisms explaining the impact of economic inequality on environmental deterioration ». Séminaires du laboratoire CEMOTEV, Université Versailles Saint-Quentin-en-Yvelines, Janvier 2016. Invité par Marc Léandri.

Berthe A., Elie L., 2016. « Mechanisms explaining the impact of economic inequality on environmental deterioration ». Séminaires SMART-LERECO, Agro campus-Ouest, Février 2016. Invité par Catherine Laroche-Dupraz.

Ferrari S, Lazaric N, Lavaud S, "Strong sustainable consumption and degrowth issues: Some empirical evidence from French consumers behaviour" 11th Biennial Conference of the European Society for Ecological Economics, Leeds, juillet 2015 (soumis)

- *Communication grand public*

*Economie circulaire, un avenir prometteur*, Intervention de N. Lazaric dans la Conférence « Economie circulaire : vers un nouveau modèle Economique », ISEM, GREDEG, 25 février 2016. Cette conférence a été reprise dans de nombreux journaux, *Le Pays des Alpes Maritimes*, 9 mars 2016, *La Tribune* (Provence Alpes côte d'azur le 23 février 2016 et *Nice Matin* le 02 mai 2016.

*Consommation durable et justice sociale: une analyse des inégalités et changement de comportements*, 20 Mars 2014, Ministère de l'environnement Programme MOVIDA

- *Publications dans des revues à comité de lecture*

Berthe A., Elie L., 2015. «Mechanisms explaining the impact of economic inequality on environmental deterioration ». ***Ecological Economics***, 116, 191-200.

Berthe A., Ferrari S., 2015. « Justice écologique et adaptation au changement climatique: le cas des petits territoires insulaires ». ***Revue de Philosophie Économique***, 16, 103-133.

Ballet J., Berthe A., Ferrari S., À paraître. « Justice environnementale et justice alimentaire : une analyse à partir de l'agriculture indienne ». ***Économie Rurale***.

- *Chapitres d'ouvrage*

Berthe A., Ferrari S., 2015. « Inégalités environnementales », in Dominique Bourg et Alain Papaux, ***Dictionnaire de la pensée écologique***, PUF, Paris, pp. 561-565.

## Executive summary

(GRECOD 2)

### Consommation durable et justice sociale :

#### *Analyse du rôle des inégalités dans les pratiques de consommation durable et leurs changements.*

##### **Français :**

Notre rapport analyse le rôle des inégalités dans les pratiques de consommation durable et leurs changements. Dans une première partie, nous avons réalisé un bilan des travaux sur le thème inégalité et consommation. Dans une seconde partie, nous avons présenté nos principaux résultats concernant l'influence des inégalités sur les comportements de consommation durable, la perception du pouvoir individuel et les changements de comportement. Nous avons **constitué des indicateurs des inégalités, créé des typologies des modes de consommation et des territoires puis réalisé des tests économétriques.**

Les résultats obtenus tendraient à invalider l'hypothèse d'une coévolution entre l'offre de services locaux et les actions individuelles, à confirmer le rôle des déterminants classiques dans l'adoption de comportements durables (habitat individuel, genre, mode de propriété, âge) et à mettre en lumière le rôle de l'entourage comme élément facilitateur d'adoption de pratiques durables. Plus particulièrement, nous avons souligné l'importance des variables socio-économiques traditionnelles (sexe, diplôme, âge, CSP, revenu) sur les pratiques de consommation durable. Le lieu d'habitation joue un rôle important, notamment le fait de résider dans un territoire très urbain qui réduit en effet la probabilité d'adopter un comportement de consommation durable.

En raison des résultats obtenus sur le rôle de l'entourage dans les pratiques de consommation, il faut distinguer dans l'influence du territoire, l'effet de l'environnement social (entourage) de celui de l'offre de services publics environnementaux. Enfin, au niveau de la diffusion de nouveaux modèles de consommation pour aller vers des formes de frugalité (ou consommation durable version forte), le territoire joue là encore un rôle clé. Les urbains, notamment vivant en région parisienne, sont ceux qui aspirent le plus à changer de mode de consommation et qui ont le plus de mal à mettre en oeuvre ces utopies. Cet écart entre les pratiques et les aspirations ne concerne essentiellement les urbains. Ainsi les consommateurs les plus pragmatiques dans ce domaine sont ceux issus de la classe d'âge (35-44 ans) qui mettent en œuvre de façon réaliste un certain nombre de pratiques environnementales sans vouloir réduire ou aspirer à d'autres formes de consommation.

Pour les politiques publiques, il ressort que les initiatives locales et régionales doivent être plus médiatisées et relayées pour être diffusées plus rapidement à l'ensemble des territoires. **En effet, la consommation durable est aussi un lieu d'apprentissage et les pouvoirs publics doivent œuvrer à réconcilier utopie et pratiques en jouant aussi sur les nouvelles valeurs émergentes de la consommation durable forte dans l'ensemble des régions.** Cette dernière ne doit pas être perçue par certains groupes de ménages moins aisés comme une forme de déclassement social et associée à une nouvelle forme de régression. Si on considère que la consommation durable s'apprend, il faut alors plaider à la fois pour un renforcement des législations en vigueur et encourager des initiatives locales dites « exemplaires » qui ont le plus de chances de convaincre les citoyens dans ce domaine.

**Anglais :**

Our report examines the influence of inequality in sustainable consumption habits and their changes. Regarding data, indicators of inequality have been built, our initial consumption typologies have been refined, territorial typologies have been established and tested. Our first original outputs tend to lessen our first assumption of a likely coevolution between the supply of local services and individual actions, confirm the influence of "usual" determinants of sustainable behaviours (individual housing, gender, ownership, age) and highlight the role of green neighbourhood as accelerator of sustainable practices.

Our analysis of the various lifestyles identify different patterns and structures of consumption. The profile of a strong sustainable consumer has defined from our original survey conducted in France in 2012 and covered 3000 households. The responses to these questions enabled us to construct a profile of consumers in terms of perceptions about environmental concerns and motivation to adopt greener behaviour. Strong sustainable consumption implies a global and systemic view of consumption that focuses not only on purchasing goods but also on waste sorting practices.

Our results show how many social factors are playing a positive role on learning and local learning has more impact that global information. Imitation is significant for diffusing green practices and this social process has a prominent place on the way that sustainable consumption could be diffused. This enlightens also the importance of social groups and their importance for diffusing new values, new habitual practices and new behaviours. Our empirical findings how the weight the social context (family, friends) is very significant for increasing the chance of adopting a green behaviour. In addition social pressure and peer pressure for promoting sustainable consumption has been shown to very significant for changing patterns of consumption in some social groups.

We highlight the role of the territory in our findings. In particular city dwellers living in Paris and in the Parisian area have strong aspirations and strong concern for reducing consumption. However despite their significant concern they are not always able to put these aspirations in practice. This motivational gap (the gap between initial intention and act) seems to operate here. This group of city dwellers seems more utopian than realistic. This is not the case for the group of households from 35 to 44 years that have no strong aspiration about consumption and de growth issue. These households are more incline to have a green behaviour and adopt environmental practices than thinking about consumption and its reduction. In short policy makers should have important actions for trying to reconcile utopia and practice in order to go to the direction of strong sustainable consumption.

**In this context, territory may become an important place for learning and for diffusing sustainable practices.** Policy makers should also pay attention to some groups of low income that are resistant to sustainable consumption and to reduce consumption. For some category of low income households, new forms of consumption and degrowth issues may be assimilated to a social regression.